

INSTRUCTION DU 27 AOÛT 1986
relative aux demandes d'autorisation d'emploi de constituants
dans des produits destinés au nettoyage de matériaux pou-
vant être mis au contact d'aliments

(BOCC n° 16 du 6 septembre 1986)

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre des affaires sociales et de l'emploi à Messieurs les commissaires de la République de région, Madame et Messieurs les commissaires de la République de département, aux services extérieurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et aux services extérieurs des affaires sanitaires et sociales.

La présente instruction s'intègre à un ensemble de mesures, fondées sur la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, qui concernent certains produits chimiques.

Sur le plan des principes, de telles mesures imposent qu'un produit chimique susceptible, de par sa destination, de porter préjudice à la santé du consommateur en affectant la qualité de son alimentation fasse l'objet d'une décision consistant à ne permettre son usage qu'après examen de l'acceptabilité des risques encourus.

En application de la loi du 1^{er} août 1905 précitée, le décret n° 73-138 du 12 février 1973, relatif notamment aux matériaux et objets au contact des denrées alimentaires, interdit d'utiliser, pour le nettoyage de ces matériaux ou objets, des produits élaborés avec des constituants dont la présence dans les produits de nettoyage créerait un risque pour la santé. Le même décret du 12 février 1973 prévoit à cet effet que la liste des constituants autorisés est fixée par arrêté conjoint des ministres concernés pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'obtention d'un tel avis nécessite, pour chaque demande d'autorisation d'emploi d'une nouvelle substance, la présentation d'un dossier destiné à être examiné par l'assemblée d'hygiène susvisée.

Les éléments réunis dans le dossier doivent permettre de donner aux rapporteurs du conseil toutes les informations nécessaires à l'évaluation des risques que présente la substance.

L'annexe I de la présente instruction, qui a reçu un avis favorable du conseil lors de la séance du 26 juin 1984, a pour objet d'éclairer les pétitionnaires en leur indiquant précisément comment doivent être présentées les demandes d'autorisation et la nature des informations qui sont à fournir.

INSTRUCTION DU 27 AOÛT 1986
relative aux demandes d'autorisation d'emploi de constituants
dans des produits destinés au nettoyage de matériaux pou-
vant être mis au contact d'aliments

(BOCC n° 16 du 6 septembre 1986)

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre des affaires sociales et de l'emploi à Messieurs les commissaires de la République de région, Madame et Messieurs les commissaires de la République de département, aux services extérieurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et aux services extérieurs des affaires sanitaires et sociales.

La présente instruction s'intègre à un ensemble de mesures, fondées sur la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, qui concernent certains produits chimiques.

Sur le plan des principes, de telles mesures imposent qu'un produit chimique susceptible, de par sa destination, de porter préjudice à la santé du consommateur en affectant la qualité de son alimentation fasse l'objet d'une décision consistant à ne permettre son usage qu'après examen de l'acceptabilité des risques encourus.

En application de la loi du 1^{er} août 1905 précitée, le décret n° 73-138 du 12 février 1973, relatif notamment aux matériaux et objets au contact des denrées alimentaires, interdit d'utiliser, pour le nettoyage de ces matériaux ou objets, des produits élaborés avec des constituants dont la présence dans les produits de nettoyage créerait un risque pour la santé. Le même décret du 12 février 1973 prévoit à cet effet que la liste des constituants autorisés est fixée par arrêté conjoint des ministres concernés pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'obtention d'un tel avis nécessite, pour chaque demande d'autorisation d'emploi d'une nouvelle substance, la présentation d'un dossier destiné à être examiné par l'assemblée d'hygiène susvisée.

Les éléments réunis dans le dossier doivent permettre de donner aux rapporteurs du conseil toutes les informations nécessaires à l'évaluation des risques que présente la substance.

L'annexe I de la présente instruction, qui a reçu un avis favorable du conseil lors de la séance du 26 juin 1984, a pour objet d'éclairer les pétitionnaires en leur indiquant précisément comment doivent être présentées les demandes d'autorisation et la nature des informations qui sont à fournir.

INSTRUCTION DU 27 AOÛT 1986
relative aux demandes d'autorisation d'emploi de constituants
dans des produits destinés au nettoyage de matériaux pou-
vant être mis au contact d'aliments

(BOCC n° 16 du 6 septembre 1986)

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre des affaires sociales et de l'emploi à Messieurs les commissaires de la République de région, Madame et Messieurs les commissaires de la République de département, aux services extérieurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et aux services extérieurs des affaires sanitaires et sociales.

La présente instruction s'intègre à un ensemble de mesures, fondées sur la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, qui concernent certains produits chimiques.

Sur le plan des principes, de telles mesures imposent qu'un produit chimique susceptible, de par sa destination, de porter préjudice à la santé du consommateur en affectant la qualité de son alimentation fasse l'objet d'une décision consistant à ne permettre son usage qu'après examen de l'acceptabilité des risques encourus.

En application de la loi du 1^{er} août 1905 précitée, le décret n° 73-138 du 12 février 1973, relatif notamment aux matériaux et objets au contact des denrées alimentaires, interdit d'utiliser, pour le nettoyage de ces matériaux ou objets, des produits élaborés avec des constituants dont la présence dans les produits de nettoyage créerait un risque pour la santé. Le même décret du 12 février 1973 prévoit à cet effet que la liste des constituants autorisés est fixée par arrêté conjoint des ministres concernés pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'obtention d'un tel avis nécessite, pour chaque demande d'autorisation d'emploi d'une nouvelle substance, la présentation d'un dossier destiné à être examiné par l'assemblée d'hygiène susvisée.

Les éléments réunis dans le dossier doivent permettre de donner aux rapporteurs du conseil toutes les informations nécessaires à l'évaluation des risques que présente la substance.

L'annexe I de la présente instruction, qui a reçu un avis favorable du conseil lors de la séance du 26 juin 1984, a pour objet d'éclairer les pétitionnaires en leur indiquant précisément comment doivent être présentées les demandes d'autorisation et la nature des informations qui sont à fournir.

INSTRUCTION DU 27 AOÛT 1986
relative aux demandes d'autorisation d'emploi de constituants
dans des produits destinés au nettoyage de matériaux pou-
vant être mis au contact d'aliments

(BOCC n° 16 du 6 septembre 1986)

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre des affaires sociales et de l'emploi à Messieurs les commissaires de la République de région, Madame et Messieurs les commissaires de la République de département, aux services extérieurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et aux services extérieurs des affaires sanitaires et sociales.

La présente instruction s'intègre à un ensemble de mesures, fondées sur la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, qui concernent certains produits chimiques.

Sur le plan des principes, de telles mesures imposent qu'un produit chimique susceptible, de par sa destination, de porter préjudice à la santé du consommateur en affectant la qualité de son alimentation fasse l'objet d'une décision consistant à ne permettre son usage qu'après examen de l'acceptabilité des risques encourus.

En application de la loi du 1^{er} août 1905 précitée, le décret n° 73-138 du 12 février 1973, relatif notamment aux matériaux et objets au contact des denrées alimentaires, interdit d'utiliser, pour le nettoyage de ces matériaux ou objets, des produits élaborés avec des constituants dont la présence dans les produits de nettoyage créerait un risque pour la santé. Le même décret du 12 février 1973 prévoit à cet effet que la liste des constituants autorisés est fixée par arrêté conjoint des ministres concernés pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'obtention d'un tel avis nécessite, pour chaque demande d'autorisation d'emploi d'une nouvelle substance, la présentation d'un dossier destiné à être examiné par l'assemblée d'hygiène susvisée.

Les éléments réunis dans le dossier doivent permettre de donner aux rapporteurs du conseil toutes les informations nécessaires à l'évaluation des risques que présente la substance.

L'annexe I de la présente instruction, qui a reçu un avis favorable du conseil lors de la séance du 26 juin 1984, a pour objet d'éclairer les pétitionnaires en leur indiquant précisément comment doivent être présentées les demandes d'autorisation et la nature des informations qui sont à fournir.

INSTRUCTION DU 27 AOÛT 1986
relative aux demandes d'autorisation d'emploi de constituants
dans des produits destinés au nettoyage de matériaux pou-
vant être mis au contact d'aliments

(BOCC n° 16 du 6 septembre 1986)

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre des affaires sociales et de l'emploi à Messieurs les commissaires de la République de région, Madame et Messieurs les commissaires de la République de département, aux services extérieurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et aux services extérieurs des affaires sanitaires et sociales.

La présente instruction s'intègre à un ensemble de mesures, fondées sur la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, qui concernent certains produits chimiques.

Sur le plan des principes, de telles mesures imposent qu'un produit chimique susceptible, de par sa destination, de porter préjudice à la santé du consommateur en affectant la qualité de son alimentation fasse l'objet d'une décision consistant à ne permettre son usage qu'après examen de l'acceptabilité des risques encourus.

En application de la loi du 1^{er} août 1905 précitée, le décret n° 73-138 du 12 février 1973, relatif notamment aux matériaux et objets au contact des denrées alimentaires, interdit d'utiliser, pour le nettoyage de ces matériaux ou objets, des produits élaborés avec des constituants dont la présence dans les produits de nettoyage créerait un risque pour la santé. Le même décret du 12 février 1973 prévoit à cet effet que la liste des constituants autorisés est fixée par arrêté conjoint des ministres concernés pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'obtention d'un tel avis nécessite, pour chaque demande d'autorisation d'emploi d'une nouvelle substance, la présentation d'un dossier destiné à être examiné par l'assemblée d'hygiène susvisée.

Les éléments réunis dans le dossier doivent permettre de donner aux rapporteurs du conseil toutes les informations nécessaires à l'évaluation des risques que présente la substance.

L'annexe I de la présente instruction, qui a reçu un avis favorable du conseil lors de la séance du 26 juin 1984, a pour objet d'éclairer les pétitionnaires en leur indiquant précisément comment doivent être présentées les demandes d'autorisation et la nature des informations qui sont à fournir.

INSTRUCTION DU 27 AOÛT 1986
relative aux demandes d'autorisation d'emploi de constituants
dans des produits destinés au nettoyage de matériaux pou-
vant être mis au contact d'aliments

(BOCC n° 16 du 6 septembre 1986)

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre des affaires sociales et de l'emploi à Messieurs les commissaires de la République de région, Madame et Messieurs les commissaires de la République de département, aux services extérieurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et aux services extérieurs des affaires sanitaires et sociales.

La présente instruction s'intègre à un ensemble de mesures, fondées sur la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, qui concernent certains produits chimiques.

Sur le plan des principes, de telles mesures imposent qu'un produit chimique susceptible, de par sa destination, de porter préjudice à la santé du consommateur en affectant la qualité de son alimentation fasse l'objet d'une décision consistant à ne permettre son usage qu'après examen de l'acceptabilité des risques encourus.

En application de la loi du 1^{er} août 1905 précitée, le décret n° 73-138 du 12 février 1973, relatif notamment aux matériaux et objets au contact des denrées alimentaires, interdit d'utiliser, pour le nettoyage de ces matériaux ou objets, des produits élaborés avec des constituants dont la présence dans les produits de nettoyage créerait un risque pour la santé. Le même décret du 12 février 1973 prévoit à cet effet que la liste des constituants autorisés est fixée par arrêté conjoint des ministres concernés pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'obtention d'un tel avis nécessite, pour chaque demande d'autorisation d'emploi d'une nouvelle substance, la présentation d'un dossier destiné à être examiné par l'assemblée d'hygiène susvisée.

Les éléments réunis dans le dossier doivent permettre de donner aux rapporteurs du conseil toutes les informations nécessaires à l'évaluation des risques que présente la substance.

L'annexe I de la présente instruction, qui a reçu un avis favorable du conseil lors de la séance du 26 juin 1984, a pour objet d'éclairer les pétitionnaires en leur indiquant précisément comment doivent être présentées les demandes d'autorisation et la nature des informations qui sont à fournir.